

La santé concerne l'ensemble des éléments qui composent le cadre de vie de la population de la cité entière. La ville, gérée et administrée par une municipalité, est le niveau pertinent pour mener une politique de prévention et d'actions sur les déterminants de la santé. Cela implique en particulier d'éviter l'exposition de la population à des pollutions terrestres et aériennes de nature à causer des troubles graves pour la santé. Sur le plan écologique, la municipalité doit lutter contre toutes les formes de pollutions des biens communs que sont l'eau, la terre et l'air.

Les soins doivent pouvoir profiter à tous de manière équitable et il faut en faciliter l'accès, même quand ils sont non programmés. Dans une grande ville comme Bordeaux, bien dotée au vu des statistiques de démographie médicale, même si l'offre médicale est plus élevée qu'en milieu rural, on constate la pénurie de médecins. Suite aux projets de Bordeaux Métropole, des quartiers faiblement peuplés auparavant, voient leur population augmenter et donc de potentiels nouveaux patients, alors que le nombre de médecins reste faible. Ce sont en particulier les quartiers comme Saint Jean / Belcier et Bordeaux Nord.

La société a évolué. Maintenant les jeunes médecins ne veulent pas le sacerdoce des anciens. Ils sont peu motivés à avoir des horaires d'une grande amplitude, ils veulent, et c'est légitime, une certaine qualité de vie. Les médecins sont surchargés, avec en plus des exigences nouvelles, notamment la part administrative plus complexe. Ils ont de moins en moins de temps médical à accorder au patient. On voit donc, des services d'urgences hospitalières encombrés de gens qui pourraient être soignés chez eux. Bien entendu, nous soutenons les luttes actuelles des personnels de santé des services publics pour maintenir les droits à une santé de qualité pour tous.

Le système libéral de la médecine atteint ses limites. Il faut, même si Bordeaux n'est pas dans un désert médical, anticiper et trouver une réponse adaptée.

EN PRÉALABLE, NOUS RAPPELONS QUE LA BASE DU PROGRAMME DE BEL EST L'APPLICATION D'UN MODÈLE DÉMOCRATIQUE AVEC LA CRÉATION DE CONSEILS DE QUARTIERS, COMPOSÉS D'HABITANT·E·S DÉCISIONNAIRES SUR LES PROJETS IMPACTANT LEUR QUARTIER. CONSEILS DOTÉS D'UN BUDGET AFIN D'ÉVITER LE CENTRALISME ACTUEL.

LES PROPOSITIONS DE BORDEAUX EN LUTTE

- **Après consultation publique et en associant les citoyens à chaque étape, BEL veut soutenir la création de « maisons de santé publiques pluridisciplinaires urbaines » avec un maillage par quartiers. Des maisons de santé dans lesquelles le travail se fait en groupe, ouvertes tous les jours de 8 heures à 20 heures, même le samedi matin, et qui accueillent aussi les patients en urgence avec toujours un médecin disponible. Cela soulagerait le service des urgences de l'hôpital des accidents non vitaux (entorse par exemple). Il s'agit d'un accueil pluridisciplinaire pour soigner, accompagner et conseiller gratuitement tous ceux qui en expriment le besoin.**

Les prestations doivent être remboursées, et les médecins y travaillant doivent être de secteur 1 (sans dépassement d'honoraires). Actuellement, il existe une vingtaine de Maison de Santé Pluridisciplinaire en fonctionnement et plus de trente structures en projet en Aquitaine. On en retrouve seulement une, cours de la Marne, à Bordeaux.

En lien, un article de Reporterre :

<https://reporterre.net/En-Isere-un-centre-de-sante-autogere-et-populaire-repense-le-soin>

- Les politiques libérales sont plus pernicieuses que d'autres qui veulent remettre en cause la loi sur l'avortement. En diminuant les subventions, ils tendent à ce que dans les faits, ce droit ne soit plus accessible à toutes. Il faut à la fois défendre ces subventions, les rehausser suite aux baisses consécutives, mais également défendre le centre IVG de St André et en ouvrir d'autres.
- Afin de vivre une sexualité plus libre, plus épanouie, et plus sécurisée, il faut mettre en place des tests de VIH et de MST gratuits, auto-administrables, disponibles dans toutes les pharmacies.
- Précarisées et marginalisées, les travailleuses du sexe et les femmes transgenres sont particulièrement vulnérables au VIH. Pour elles, accéder à la prévention et au soin reste un vrai défi. Face aux discriminations et aux violations quotidiennes de leurs droits, elles s'organisent pour mieux combattre le VIH. A travers nos actions et celles de nos associations membres, nous nous engageons à leurs côtés.
- Aujourd'hui, seul 1 enfant sur 2 vivant avec le VIH bénéficie d'un traitement. Faute d'accès au dépistage et au soin, les adolescents-es séropositifs-ves meurent de plus en plus souvent. Aux côtés de nos partenaires associatifs, nous appelons à mettre en oeuvre des actions concrètes pour que tous puissent vivre en bonne santé.
- Concernant les conduites addictives, notre volonté de rendre accessibles à tous des soins élémentaires de qualité aura également pour ambition de changer de stratégie pour s'inspirer, enfin, de celles qui fonctionnent réellement et qui permettent de sauver des vies et de lutter contre l'exclusion. Plus que jamais, il est temps d'en finir avec les politiques répressives concernant les victimes d'addictions. Le tout répressif visant les usagers de drogues n'a jamais, nulle part, donné des résultats positifs, mais a, au contraire, aggravé l'exclusion et les risques sanitaires auprès des plus fragiles. Des politiques d'accompagnement et de réduction des risques, mises en place ailleurs en Europe, ont en revanche prouvé leur efficacité, aussi bien en terme de santé publique, de baisse de la criminalité liée à la toxicomanie, et de réinsertion de personnes en grande détresse sociale. Il faut donc l'ouverture de salle de shoot, un espace d'accompagnement à la consommation afin de contrôler certains risques, mais également de fournir un réel cadre de prévention. Cela est indispensable, mais elle doit être suivie par de véritables programmes. BEL apportera son soutien aux associations qui tentent, depuis longtemps, de les mettre en place à Bordeaux.
- Pour tout cela, il faut envisager de créer un Conseil Municipal de santé qui permettra de formaliser les engagements entre la ville, l'ARS (Agence Régionale de Santé) et l'état, sur des objectifs et propositions.

